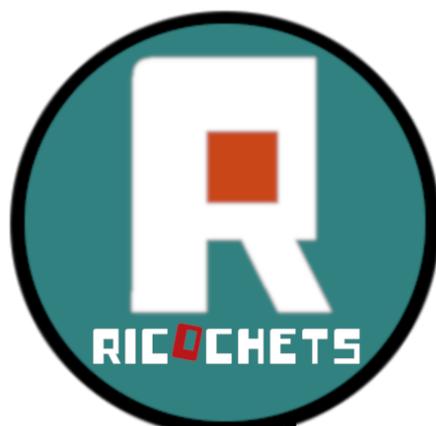


<https://ricochets.cc/Gouvernement-medias-et-extreme-droite-se-tirent-la-bourre-dans-les-orientations-racistes-et.html>



Gouvernement, médias et extrême droite se tirent la bourre dans les menées racistes et sécuritaires

- Les Articles -

Date de mise en ligne : lundi 14 septembre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

4 GOUVERNEMENT, MÉDIAS ET EXTRÊME-DROITE - CHRONOLOGIE D'UNE FUITE EN AVANT RACISTE ET SÉCURITAIRE

Avec cette chronologie, nous essayons de mettre en évidence comment, collégialement, le gouvernement, les médias, l'extrême-droite et la police ont orchestré méthodologiquement un été sécuritaire pour légitimer une augmentation de la présence policière et de la répression racistes et sexistes déjà quotidienne.

Sur une idée du collectif Black Colibri.

- 6 juillet : Le gouvernement Castex est annoncé. Dupont-Moretti, avocat des Balkany et ouvertement anti-féministe, devient ministre de la justice. Marlène Shiappa, issue de la gauche républicaine devient collaboratrice de Darmanin, lui-même accusé de viol et vraisemblablement homophobe. Le plus à droite des Républicains devient ministre de l'intérieur.
- 6 juillet : La Licra - structure se présentant comme antiraciste mais considérant le termes « islamophobie » comme une imposture - s'exprime suite à la mort d'une gendarme : « l'ensauvagement de la société et la banalisation de la violence sont des fléaux qui appellent des réponses. ». C'est la première fois de l'été que le terme ensauvagement sera utilisé. Par la Licra...
- 8 juillet : Darmanin désigne l'islam politique comme ennemi mortel de la République - deux jours après sa nomination, on ne peut pas lui reprocher d'être ambigu.
- 10 juillet : Castex et Darmanin annoncent 20 policiers supplémentaires à Dijon. Une première annonce de l'augmentation d'effectif qui en appelle des dizaines d'autres.
- 10 - 11 juillet : Pour préparer la visite de Darmanin à Calais, de nombreuses d'habitations précaires sont détruites et les exilé.e.s chassé.e.s ou arrêté.e.s par centaines.
- 12 juillet : Darmanin à Calais annonce la création d'une cellule de renseignement Franco-britannique.
- 15 juillet : Castex annonce un projet de loi sur les séparatismes - doutez-vous bien ici qu'on ne parle ni des indépendantistes bretons, ni du 16e arrondissement parisien. Contre celles et ceux qui prôneraient des règles et normes sociales différentes de celles dictées par la République.
- 16 juillet : Darmanin confirme ces volontés franco-britannique afin de renforcer la lutte contre l'immigration. Les brexiters ont gagné à la fois la souveraineté nationale et la solidarité internationale.
- 17 juillet : La Licra annonce se porter partie civile d'une plainte de la policière Linda Kebbab - Porte-parole du syndicat de police SGP - pour injure raciste, contre Taha Bouhafs... Militant antiraciste.
- 18 juillet : La cathédrale de Nantes et la fachosphère s'enflamment - Un incendie se déclare sur la Cathédrale de Nantes. Rapidement, l'extrême-droite passe à l'offensive, pointant du doigt de manière infondée et complotiste les « islamistes ».
- 19 juillet : Les médias, agglomérés devant le commissariat de Nantes dans le but de pouvoir interviewer le suspect de l'incendie de la cathédrale se ruent sur une personne noire sortant du commissariat... Ce n'était pas la bonne personne. On connaît désormais la couleur des micros racistes (plutôt bleus).
- 21 juillet : Darmanin annonce le prolongement des lois antiterroristes de 2017 qui, depuis 3 ans, permettent d'user des mesures de l'état d'urgence... sans l'état d'urgence.
- 23 juillet : Schiappa veut expulser les étrangers auteurs de violences sexistes et sexuelles - On commence donc par Darmanin ?
- 23 juillet : Valeurs actuelles titre « Le racisme anti-français tue » et publie des articles sur le meurtre de Axelle à Lyon et de Philippe Monguillot, chauffeur de bus à Bayonne où le terme « ensauvagement » sera abondamment utilisé.
- 24 juillet : Génération identitaire renomme quelques rues de Lyon au nom de Axelle Dorier, aide soignante assassinée quelques jours plutôt.
- 24 juillet : Gérard Larcher (LR) évoque des zones de non-droit en France - On ne parle toujours pas du 16e arrondissement de Paris.
- 24 juillet : Darmanin dénonce l'ensauvagement de la société. Une sémantique raciste et coloniale

historiquement utilisée par l'extrême-droite.

- 25 juillet : Darmanin, Castex, et Dupont-Moretti, en déplacement à Nice, annoncent l'arrivée de 60 policiers supplémentaires dans la ville la plus fliquée de l'hexagone, et le renforcement des pouvoirs de la police municipale.
- 25 juillet : Castex annonce le début de la guerre contre les consommateurs de drogue et la mise en place d'une amende forfaitaire de 200€ pour les consommateurs de cannabis - Pourtant on aurait bien besoin de se détendre.
- 26 juillet : 11 personnes sont interpellées, et, pour une partie, verbalisées, pour insultes à Darmanin qui fait un discours en Normandie.
- 26 juillet : Schiappa avoue que la loi contre les séparatismes visera l'islam politique - On n'avait pas deviné.
- 27 juillet : Darmanin annonce qu'une plainte a été déposée contre le maire de Colombes pour injures publiques envers la police nationale et la gendarmerie - Pas touche aux flics, on a dit !
- 27 juillet : Darmanin annonce une indemnité spécifique pour les effectifs de police de nuit.
- 28 juillet : Darmanin dit s'étouffer en entendant l'expression « violence policière » et affirme que « la France est malade de son insécurité ».
- 28 juillet : En panique, Marine Le Pen reprend les éléments de langage de la macronie.
- 28 juillet : Darmanin annonce la généralisation des caméras piétons sur les policiers, nouveau dispositif de surveillance généralisé, et un renouvellement des voitures de police.
- 30 juillet : Aubry écrit à Darmanin. Elle y reprend le terme d'ensauvagement, utilisé quelques jours plus tôt par le ministre de l'intérieur, et parle de zone de non-droit pour désigner le quartier Moulins - Le Pen, Larcher, Aubry, Darmanin, la Licra :
- du PS au FN, on utilise les mêmes maux.
- 1er août : En déplacement à Rome, Darmanin annonce la création d'une police internationale franco-italienne. Une annonce faite depuis le Vatican - Et vive la laïcité !
- 2 août : Suite à la demande de Martine Aubry, Darmanin et Castex se rendent à Lille et annoncent 60 policiers supplémentaires pour la Métropole, ainsi que le développement de la vidéosurveillance.
- 4 août : Darmanin annonce 10 policiers supplémentaires à Toulon - Ça ne s'arrête plus !
- 5 août : Darmanin annonce le doublement des patrouilles dans les transports en commun, le développement de la vidéo-surveillance ainsi que l'augmentation des pouvoirs des agents de sécurité des transports en commun.
- 6-12 août : Deux mosquées sont attaquées à Lyon, terreau fertile des milices d'extrême-droite.
- 7 août : Valeurs Actuelles attaque Taha Bouhafs et Assa Traoré parce qu'ils prennent des vacances - Les vacances c'est pour les blancs on a dit.
- 8 août : Taha Bouhafs contre-attaque et se fait traiter de nazi par le Rassemblement National et Christine Boutin - Tout va bien, vous êtes en France.
- 9 août : Le syndicat de police d'extrême-droite Synergie Police rempile sur Taha Bouhafs, Assa Traoré et Anasse Kazib sur leurs vacances.
- 11 août : L'Ordre des Médecins dénonce le racisme des antiracistes.
- 12 août : Darmanin considère que le refus de l'autorité est le mal de la société.
- 5 ans plus tôt, on l'entendait pourtant dire : « je n'aime pas l'autorité mais j'aime bien l'ordre. Je suis un anarchiste de droite ». Bah alors Gégé ?
- 12 août : Trois policiers tuent par balle un sans-abri après que celui-ci les ait attaqué avec une barre de fer - Le Parisien ose même d'une machette (vous le voyez l'« ensauvagement » de la rhétorique médiatique ?), et une enquête est ouverte... pour la tentative d'homicide du défunt sur personne dépositaire de l'autorité publique. Le flic qui a tiré (et tué), lui, n'est pas trop inquiet car il reçoit le soutien de Darmanin et Anne Hidalgo.
- 16 août : Darmanin : « C'est la police qui fait la loi ». Ah bon ? Ce n'est pas le législateur et donc le parlement ? Mais du coup c'est quoi la différence entre une démocratie et un État policier ?
- 19 août : Darmanin crée un service d'aide pour la police. Un dispositif d'assistance à la disposition de tous les agents de police. - Bon, en vrai, c'est rien de plus qu'un énième numéro vert.
- 23 août : La police réprime la finale de la ligue des champions. Des bars fermés, des centaines de verbalisations, d'interpellations et des Champs-Élysées noyés sous les lacrymogènes.
- 23 août : (Alain) Finkielkraut et (Caroline) Fourest rejoignent l'émission « 24H Pujadas ».
- 23 août : Un Algérien meurt dans l'indifférence générale dans les geôles du commissariat de Lille lors de sa

garde à vue. Rapidement, la machine médiatique et policière se met en route. L'homme de 18 ans serait mort naturellement, comme souvent en GAV.

- 25 août : À Poissy, attaque terroriste à la voiture bélier d'un local d'une association d'aide aux migrant"es.
- 26 août : Sur une suggestion du porte-parole de Génération Identitaire, Darmanin accourt à Grenoble pour empêcher... un clip de rap d'être tourné.
- 27 août : Un ancien ministre de N. Sarkozy dénonce le manque d'autorité d'Emmanuel Macron.
- 27 août : Valeurs Actuelles reprend dans sa Une le terme « Ensauvagement » que Darmanin a repris à Valeurs Actuelles, et, dans la foulée, publie un article dans lequel Danielle Obono, une députée Noire, est dépeinte en esclave.
- 28-31 août : La polémique enfle autour de l'article de Valeurs Actuelles sur D. Obono. Les invité"es des plateaux téléés sont uniquement d'extrême-droite.
- 29 août : Jean-Pierre Obin, ancien (on dit bien ancien) Inspecteur de l'Education Nationale, affirme sur CNews que des enfants musulmans forceraient les autres à respecter le ramadan - Vous savez quoi ? Il fait partie de la direction de la Licra. Bon.
- 29 août : Fabien Roussel, sénateur PCF : « Trafic d'armes, trafic de drogues, trafic de personnes, reprenons le pouvoir dans toutes les rues de la République. » - Si même la "gauche" s'y met, c'est que les médias doivent être convaincants.
- 31 août : Un cadre du Rassemblement National menace d'expulsion et de pendaison le syndicaliste Anasse Kazib. Il considère que le militant est « un ami des islamistes, un allogène qui ne s'assimile, bref, un ennemi de l'intérieur ».
- 31 août : La lutte contre le terrorisme devient une priorité du gouvernement - On avait bien compris que c'était pas le féminisme la grande cause du quinquennat.
- 31 août : M. Schiappa assume l'usage du terme d'ensauvagement.
- 31 août : Christian Estrosi appelle la droite à voter Macron en 2022.
- 1er septembre : Darmanin annonce que le risque d'une attaque terroriste est extrêmement élevé - Rappel : trois attaques terroristes ont eu lieu cet été. Elles visaient un local d'aide aux migrant"es, et deux mosquées.
- 1er septembre : Le Figaro publie un article qui dénonce les liens entre l'islam et l'« idéologie du progrès ». Un article qui nous apprend que l'islam se serait « acoquiné » avec le nazisme, qu'il serait aujourd'hui suprémaciste et guerrier, et que la gauche qui s'oppose à l'islamophobie est devenue homophobe et sexiste.
- Du 1 au 7 septembre : 75 policiers supplémentaires à Toulouse, 48 nouveaux policiers à Nantes, 14 au commissariat d'Épinal, 38 à Rennes, 25 à Avignon. Le commissariat de Belfort enregistre l'arrivée de onze policiers pour seulement trois départs.
- 4 septembre : Darmanin annonce débloquer 400 millions d'euros pour renouveler les voitures de police.
- 5 septembre : Nouveau déplacement surprise de Darmanin à Lille. Le deuxième en un mois. Il demande « plus de bleus sur le terrain ».
- 6 septembre : Yannick Jadot (EELV) se dit « extrêmement inquiet » de la « banalisation de la violence » - c'était mieux quand les Verts ne voyaient pas bleu.
- 6 septembre : Darmanin et Schiappa donnent une interview au Parisien. Ils y développent leur programme répressif pour les deux années à venir :

<https://www.leparisien.fr/politique/plan-securite-loi-sur-le-separatisme-darmanin-et-schiappa-devoient-les-chantiers-du-gouvernement-06-09-2020-8379621.php>

- 7 septembre : Darmanin est en roue-libre sur le plateau de J-J. Bourdin. Sur la question de la légalisation du cannabis, il dit que c'est « une lâcheté intellectuelle » avant d'ajouter : « vous voulez que je sois partisan d'une légalisation de l'esprit où le père n'est plus respecté dans une famille ».
- 7 septembre : Un sondage annonce que 70% des français"e"s pense qu'il y a un ensauvagement de la société - La propagande a donc bien fonctionné.
- 7 septembre : Au 13h de TF1, un journaliste demande à une femme « Vous sentez vous en insécurité ? Oui, avec tout ce qui se passe en ce moment, oui je me sens dans l'insécurité, répond-t-elle. Mais avez vous été agressée récemment ? Oh, non, non, non ! reprend-elle. Résultat d'un été de propagande raciste et sécuritaire.

Gouvernement, médias et extrême droite se tirent la bourre dans les menées racistes et sécuritaires

- 9 septembre : Un décret met en place une prime de fidélité allant jusqu'à 800e par an pour les policiers en fonction depuis plus de 2 ans.
- 9 septembre : Le gouvernement parle de donner le droit aux préfets de dissoudre des associations ou intervenants d'école « s'ils portent un message anti-républicain » - Normalement ce pouvoir n'est réservé qu'au Conseil des Ministres.
- 10 septembre : Darmanin porte plainte contre Jérôme Rodriguez (militant Gilet Jaune, éborgné par la police) pour injures envers les forces de l'ordre. Son compte Twitter est désactivé.
- Parallèlement, la Préfecture de Police annonce l'interdiction des manifestations prévues à Paris le 12 septembre.
- 10 septembre : Deux mois après son déplacement à Calais, Darmanin reçoit la maire Natacha Bouchart. Ensemble, ils signent un arrêté préfectoral interdisant la distribution de nourriture par les associations, pour les exilé.e.s. Parallèlement, Darmanin annonce un renfort de 30 policiers sur la ville.
- 10 septembre : Devant le congrès de l'UNSA Police, Darmanin annonce vouloir empêcher la diffusion des vidéos de policiers en intervention dont le visage n'est pas flouté.
- 10 septembre : N. Sarkozy, invité dans Quotidien, se demande si on a encore le droit d'utiliser le mot "singe" dans le langage courant étant donné qu'on n'a plus le droit d'utiliser le mot "nègre" (qu'il dit sans le dire) - C'est le mentor qui ferme la boucle.

Aux États-Unis, une partie de la population, et notamment des élu"e"s, parle de définancer la police. De mieux répartir le travail d'ordre en diluant le pouvoir, en formant d'autres corps pour gérer les situations complexes. En réfléchissant activement à la société qu'on souhaite fabriquer ensemble. Combattant ainsi les oppressions, les discriminations, les reproductions sociales mortifères.

En France, le choix fait par le gouvernement est de rassurer à tout prix les p'tits bourges. Le choix d'assurer aux copains de la classe dominante que leurs enfants vivront dans le meilleur monde, en exploitant le reste de la population mis au pas. Le choix de redonner confiance aux flics, en les rinçant comme aucun autre "service" public, quitte à fermer les yeux sur toutes leurs conneries qui, après tout, font partie de la profession. Le choix d'appliquer un programme politique d'extrême-droite en s'étant fait élire en barrage à celle-ci. Le choix de donner les pleins pouvoirs aux préfets, qui deviennent de plus en plus des shérifs locaux.

Cet été, pas un jour n'est passé sans qu'un élément ne vienne s'ajouter à la construction sécuritaire en cours. Les mots, les Unes des journaux d'extrême-droite, les propos tenus sur les plateaux téléés par les chroniqueur"se"s et autres expert"e"s sont devenus des arrêtés, des projets de loi, des interdictions, des plaintes. Nous avons passé notre été à regarder ce que faisait le pouvoir, en approuvant ou non son action. Ces premiers jours de septembre, la machine s'accélère. Quand est-ce qu'on arrête le fascisme qui monte ?

(post et visuel de Lille Insurgée)



Gouvernement, médias et extrême droite se tirent la bourre dans les orientations racistes et sécuritaires

Gouvernement, médias et extrême droite se tirent la bourre dans les menées racistes et sécuritaires

- ▶ Autre exemple : [Prison avec sursis et amendes pour des slogans dénonçant les violences policières](#) - La répression d'Etat continue devant les tribunaux - La destruction des libertés se poursuit méthodiquement

Lundi : Un ministre de l'intérieur emprunte à l'extrême droite le concept d'"ensauvagement"

Mardi : Un journal d'extrême droite dessine une députée noire en esclave

Mercredi : Un journaliste du dit journal d'extrême droite devient chef adjoint du service politique d'une grande radio nationale

Jeudi : Un ancien président associe le mot "singes" au mot "nègres" sur un plateau télé

Vendredi : une journaliste assimile une étudiante portant un foulard à une terroriste.

Gouvernement, médias et extrême droite se tirent la bourre dans les menées racistes et sécuritaires